

Quel modèle français dans un monde globalisé ?

Philippe Aghion, Professeur de sciences économiques (Université d'Harvard)

Patrick Artus, Chef économiste de Natixis et membre du Comité Exécutif, Professeur-associé d'économie à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

Agnès Bénassy-Quéré, Professeur, Ecole d'économie de Paris, Université Paris 1, et Présidente-déléguée du Conseil d'analyse économique

James Galbraith, Lloyd M. Bentsen Jr. Chair of Government/Business Relations at the Lyndon B. Johnson School of Public Affairs, the University of Texas at Austin

Jean-Olivier Hairault, Professeur de sciences économiques à l'Université Paris 1

Jean olivier Hairault, professeur de sciences économiques à Paris 1

Alexandra Roulet, Ph.D (candidate) d'économie à l'université d'Harvard

Alexandre Saubot, PDG du groupe Haulotte, Président de l'UIMM (Union des Industries et Métiers de l'Industrie)

Patrick Artus, Chef économiste de Natixis et membre du Comité Exécutif, Professeur-associé d'économie à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

1) Avec segmentation de la chaîne de valeur il y a eu beaucoup de délocalisations. Ce processus s'inverse complètement. On dé-segmente car :

- gouvernement exige P° locale
- coûts du travail augmente dans les pays émergents

Cela explique la faiblesse du commerce mondiale. Nous commerce moins car on découpe moins les biens.

2) Aujourd'hui la compétitivité zone euro est rétablie par la BC.

La politique de change permet de protéger la zone euro de ses concurrents extérieurs.

3) Nos concurrents ne sont plus les pays émergents (processus de dé-segmentation), nos concurrents sont de plus en plus nos voisins. Or à l'intérieure de la zone euro, les politiques sont très divergentes.

Réforme marché du travail Espagne : possibilité temps partiel facile, licencié facile, peu coûteux. CS employeur 4 x plus faible qu'en France.

Italie : 3 années de période d'essai.

4) Le problème n'est plus la Chine mais le droit du travail en Espagne et en Italie.

Il faut coordonnées politiques économiques qui ont des conséquences sur le bien être des autres pays.

On coordonne TVA mais pas tout le reste !

5) Si on ne change pas le principe de subsidiarité, on sera obligé d'adapter notre système de protection sociale aux pays les moins disant de la zone euros.

Agnès Bénassy-Quéré, Professeur, Ecole d'économie de Paris, Université Paris 1, et Présidente-déléguée du Conseil d'analyse économique

La balance commerciale n'est pas une bonne mesure de la compétitivité.

Stratégie du moins disant salariale pas bon.

Les Journées de l'économie (13, 14, 15 octobre 2015)
Qu'attend-nous pour agir ?

En zone euro : baisse généralisée des salaire. Conséquence : déflation
Solution : convergence.

James Galbraith, Lloyd M. Bentsen Jr. Chair of Government/Business Relations at the Lyndon B. Johnson School of Public Affairs, the University of Texas at Austin ☐ **Jean-Olivier Hairault** ☐ Professeur de sciences économiques à l'Université Paris 1

En Suède, en un demi siècle, un des pays les plus égalitaire du monde est un des pays les plus riches du monde.

L'expérience nous dit que ce n'est pas dans les moments de richesse où l'on a construit l'Etat providence. Il faut se fier à l'expérience historique.

Il faut investir dans l'Etat providence et pas chercher à imiter les chinois.

Ce qui travaille le moins sont les allemands et le plus ce sont les grecques.

Jean olivier Hairault, professeur de sciences économiques à Paris 1

France part dépense sociales dans PIB plus élevée des pays de l'OCDE.
Très bien mais en partie inefficace.

Il faut analyser les dépenses publiques totales de protection sociale par habitant. On est les champion de la dépenses dans le PIB mais moins vrai pour le PIB par hbt.

On a décroché en France avec le PIB par habitant.

Pourquoi ?

France bien au niveau de la productivité mais moins d'heure travaillées. Taux d'activité plus faible en raison du faible taux d'activité des jeunes et des séniors.

Stratégie malthusienne du partage du travail :

Retraite 60 ans, préretraite, 35h.

L'euro et la mondialisation de ne sont pas coupables.

Il faut alors une politique de l'offre sur le marché du travail mais cela est plus compliqué à faire que sur le marché des biens.

Alexandra Roulet, Ph.D (candidate) d'économie à l'université d'Harvard

Plaidoyer pour assurance chômage au niveau européen.

Avec la monnaie unique :

- plus de dévaluation
- encourage la solidarité européenne.

Quand on conçoit assurance chômage on peut moduler les cotisations, on peut moduler le seuil à partir duquel se déclenche la cotisation. Permettrait que les pays aux plus fort taux de chômage participent plus.

Plutôt consensus auprès des économistes. Mais il y a infaisabilité politique.

Penser le risque social de façon plus large et de faire passer le social avant l'économique.

Quand on prend le chômage on a une idée de classement alors même que l'on ne peut pas prévoir ce qui va se passer.

Peut-être commencer par prime d'activité européenne et penser ou un revenu minimum européen.

Les Journées de l'économie (13, 14, 15 octobre 2015)
Qu'attend-nous pour agir ?

Patrick Artus, Chef économiste de Natixis et membre du Comité Exécutif, Professeur-associé d'économie à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

Impossible de faire des comparaisons quand les niveaux de gammes ne sont pas les mêmes.

A part le luxe et l'aéronautique, on n'a pas le même niveau de gamme que l'Allemagne. On est plus proche de l'Espagne.

Philippe Aghion, Professeur de sciences économiques (Université d'Harvard)

Tout ce qui va dans le sens du droit dérogatoire est bien. Temps horaire devrait dépendre des entreprises.

Financer formation, recherche innovation... avec une vraie réforme de l'Etat (diviser par deux le nombre de communes...)

Suède on fait dévaluation. Mais on aurait pu faire dévaluation fiscale.

Patrick Artus, Chef économiste de Natixis et membre du Comité Exécutif, Professeur-associé d'économie à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

C'est notre incapacité à donner du travail aux moins qualifiés qui explique notre plus forte productivité horaire du travail que les EU.

Investissement dans les nouvelles technologies décrochent en même temps que productivité du travail. Ce n'est pas les 35h.

Suédois, Québécois. En même temps que la réforme de l'Etat ils baissent les taux d'intérêt et affaiblissent le taux de change.

James Galbraith, Lloyd M. Bentsen Jr. Chair of Government/Business Relations at the Lyndon B. Johnson School of Public Affairs, the University of Texas at Austin

Jean-Olivier Hairault, Professeur de sciences économiques à l'Université Paris 1

Aux EU il y a zone \$ et personne ne pense à la démanteler. Il y a un Etat Fédérale. 30% du PIB.

C'est avec petite idées comme celles d'Alexandra Roulet que l'on ira ensuite vers plus de fédéralisme.

Agnès Bénassy-Quéré, Professeur, Ecole d'économie de Paris, Université Paris 1, et Présidente-déléguée du Conseil d'analyse économique

On a peur de la fuite des cerveaux mais en fait on était en retard et la mobilité de flux entrants et sortants est favorable à l'innovation. Il faudrait imaginer un Erasmus des actifs !

En plus, il y a une corrélation entre le commerce international et les flux de main d'œuvre. Si un tel part vivre à l'étrangers il va développer du commerce avec la France.

On a donc pas intérêt à une guerre des monnaies en Europe.

Pour qu'il y ait un salaire minimum en Europe, il faudrait déjà harmoniser les écarts de prix entre pays européens.

Les Journées de l'économie (13, 14, 15 octobre 2015)
Qu'attend-nous pour agir ?

Ce que l'on pourrait faire c'est harmoniser l'écart entre le salaire minimum et le salaire médian.
En France le problème qui se pose est celui de l'écrasement des salaires autour du salaire minimum.

Philippe Aghion, Professeur de sciences économiques (Université d'Harvard)

Faut diversifier le recrutement des élites. Casser la rupture entre les grandes écoles et l'université.
S'oppose à Jean olivier Hairault défenseur des Grandes écoles.

Alexandre Saubot, PDG du groupe Haulotte, Président de l'UIMM (Union des Industries et Métiers de l'Industrie)

En éducation le nivellement pas le bas n'est pas la solution. La question est de comment aider les enfants dont les parents n'ont pas le temps ou les ressources nécessaires.